

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

SOCIETE MODERNE DE CERAMIQUE
Siège social : Menzel Hayet-5033 Monastir.

La Société Moderne de Céramique -SOMOCER- publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au **31 décembre 2003** tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du **13 juin 2009**. Ces états sont accompagnés du rapport général du commissaire aux comptes, Mr Ahmed BELAIFA.

Bilan au 31 décembre 2003
(Exprimé en Dinars Tunisiens)

<u>Actifs</u>	<u>Notes</u>	<u>31 décembre</u>	
		<u>2003</u>	<u>2002</u>
<u>ACTIFS NON COURANTS</u>			
Actifs Immobilisés			
□ Immobilisations incorporelles	IV.1	886 470	344 093
□ Moins : amortissements		<547 223>	<15 303>
□ Immobilisations corporelles	IV.2	49 371 331	45 142 513
□ Moins : amortissements		<20 287 776>	<16 405 715>
□ Immobilisations financières	IV.3	767 688	776 278
□ Moins : provisions		<75 000>	-
□ Titres mis en équivalence		-	263 015
Total des actifs immobilisés		30 115 490	30 104 881
Autres actifs non courants	IV.4	3 988 466	6 986 458
<u>Total des actifs non courants</u>		<u>34 103 956</u>	<u>37 091 339</u>
<u>ACTIFS COURANTS</u>			
• Stocks	IV.5	14 607 456	10 562 468
• Clients et comptes rattachés	IV.6	28 929 185	19 915 716
□ Moins : provisions		<995 265>	<341 932>
• Autres actifs courants	IV.7	4 804 207	6 362 197
□ Moins : provisions		<321 846>	<123 792>
• Actif d'impôt différé		298 408	25 843
• Liquidités et équivalents de liquidités	IV.8	111 619	97 108
<u>Total des actifs courants</u>		<u>47 433 764</u>	<u>36 497 608</u>
<u>Total des actifs</u>		<u>81 537 720</u>	<u>73 588 947</u>

Bilan au 31 décembre 2003
(Exprimé en Dinars Tunisiens)

	Notes	31 décembre	
		2003	2002
<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
□ Capital social		16 000 000	14 000 000
□ Réserves		8 371 466	8 136 233
□ Résultats reportés		457 705	68 281
□ Réserves consolidés		<106 722>	1 973 393
Capitaux propres part - du groupe		24 722 449	24 177 907
□ Intérêts minoritaires		15 315	10 000
Capitaux propres avant résultat de l'exercice		24 737 764	24 187 907
□ Résultat consolidé part du groupe (avant ME)		2 747 517	4 803 587
□ Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		<319 491>	<536 985>
□ Part des minoritaires dans le résultat		160	315
Total des capitaux propres consolidés	IV.9	27 165 950	28 454 824
Passifs			
<u>PASSIFS NON COURANTS</u>			
□ Emprunts	IV.10	10 181 961	11 224 888
□ Autres passifs non courants	IV.11	1 323 374	400 000
Total des passifs non courants		11 505 335	11 624 888
<u>PASSIFS COURANTS</u>			
□ Fournisseurs et comptes rattachés	IV.12	10 742 498	13 298 218
□ Autres passifs courants	IV.13	4 046 614	4 607 558
□ Autres passifs financiers	IV.14	22 508 386	9 454 050
□ Concours bancaires	IV.15	5 568 937	6 149 409
Total des passifs courants		42 866 435	33 509 235
Total des passifs		54 371 770	45 134 123
<u>Total des capitaux propres et des passifs</u>		<u>81 537 720</u>	<u>73 588 947</u>

Etat de Résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2003
(Exprimé en Dinars Tunisiens)

	Notes	31 décembre	
		2003	2002
Produits d'exploitation			
• Revenus	V.1	44 197 375	48 826 684
• Autres produits d'exploitation	V.2	422 748	715 618
Total des produits d'exploitation		44 620 123	49 542 302

Charges d'exploitation

• Variation des stocks des produits finis & encours	V.3	<2 340 735>	<276 936>
• Achats d'approvisionnements consommés	V.4	26 215 245	27 169 428
• Charges de personnel	V.5	3 943 804	3 600 341
• Dotations aux amortissements	V.6	3 942 873	3 698 451
• Dotations aux provisions	V.7	1 240 821	-
• Autres charges d'exploitation	V.8	7 533 656	7 863 868

Total des charges d'exploitation

40 535 664 42 055 152

Résultat d'exploitation

4 084 459 7 487 150

• Charges financières nettes	V.9	4 035 880	3 486 601
• Autres gains ordinaires	V.10	2 062 853	1 662 787
• Autres pertes ordinaires	V.11	708 584	567 242
• Produits des placements		702 947	127 871

Résultat des activités ordinaires avant Impôt

2 105 795 5 223 965

• Impôt sur les sociétés	V.12	<641 882>	420 063
--------------------------	-------------	-----------	---------

Résultat net avant mise en équivalence

2 747 677 4 803 902

Q-part dans les résultats des entités mises en équivalence

<319 491> <536 985>

Résultat net de l'exercice

2 428 186 4 266 917

Résultat de l'exercice - part du groupe

2 428 026 4 266 602

Résultat de l'exercice - intérêts minoritaires

160 315

**Etat des Flux de Trésorerie de l'exercice clos au 31 décembre 2003
(Exprimé en Dinars Tunisiens)**

	31 décembre	
	2003	2002
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
<input type="checkbox"/> Résultat net	2 428 026	4 266 602
<input type="checkbox"/> Part des minoritaires dans le résultat	160	315
<input type="checkbox"/> Quote-part des résultats nets des sociétés ME	319 491	536 985
<input type="checkbox"/> Amortissements & provisions	4 983 694	3 698 451
<input type="checkbox"/> Quote part subvention inscrite aux résultats	<322 543>	<299 718>
<input type="checkbox"/> Impôts différés	<543 882>	-
<input type="checkbox"/> Variation de stock	<4 044 988>	101 438
<input type="checkbox"/> Variation des créances clients	<6 421 469>	<2 417 561>
<input type="checkbox"/> Variation des autres actifs	2 153 157	<6 352 794>
<input type="checkbox"/> Autres ajustements		<2 030 105>
<input type="checkbox"/> Variation fournisseurs et autres passifs courants	2 323 464	2 076 392
Total flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	875 110	<419 995>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
<input type="checkbox"/> Décaissements affectés à l'acquisition D'immo. Corporelles et incorporelles	<4 301 208>	<6 293 690>
<input type="checkbox"/> Encaissement provenant des subventions d'investissement	-	1 197 279
<input type="checkbox"/> Décaissements affectés à l'acquisition d'immo. Financières	<6 000>	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<4 307 208>	<5 096 411>

Flux de trésorerie liés aux activités de financements

□ Encaissements suite à l'émission d'actions	5 000	10 000
□ Dividendes et autres distributions	<1 484 420>	<1 459 965>
□ Emprunts à LT (encaissement - remboursement)	5 506 501	1 735 448
Flux de trésorerie liés aux activités de financements	4 027 081	285 483
Variation de trésorerie	594 983	<5 230 923>
<u>Trésorerie au début de l'exercice</u>	<u><6 052 301></u>	<u><821 378></u>
<u>Trésorerie à la fin de l'exercice</u>	<u><5 457 318></u>	<u><6 052 301></u>

NOTES AUX ETATS FINANCIERS**I. PRESENTATION DU GROUPE « SOMOCER » :****a. Structure juridique du groupe:**

Les sociétés composant le groupe SOMOCER sont les suivantes :

- **SOMOCER** : La Société Moderne de Céramique est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien. Elle a été créée le 3 juillet 1985. Son capital s'élève au 31 décembre 2003 à 16.000.000 DT divisé en 3.200.000 actions de valeur nominale de 5 DT chacune. L'objet de la société est la fabrication de carreaux de faïence, grès et baignoires. Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. L'ensemble de ses unités de production est implanté à Menzel Hayett.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun. Elle est agréée par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements.

- **SOTEMAIL** : La Société Tunisienne d'Email est une société à responsabilité limitée créée le 01 juin 2002 et ayant son siège social à Menzel Hayett. Son capital a été augmenté par une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 18 Juin 2003 qui a augmenté le capital d'une somme de un Million cinq mille Dinars (1.005.000 DT) pour le porter de 2.010.000 DT à 3.015.000 DT. La principale activité de la SOTEMAIL est la fabrication des émaux des carreaux de céramiques, carreaux de faïences, grès et décorations ainsi que tous produits d'articles sanitaires. L'ensemble de ses unités de production est implanté à la région d'Essouassi. Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun. Elle est agréée par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements.

- **A.B.C.** La société « Abdennadher Bricolage Center » une société à responsabilité limitée créée en 1995 ayant son siège à Ain Zaghouane - Route de La Marsa - Tunis. Son capital s'élève au 31 décembre 2003 à 1.300.000 DT. Il est divisé en 130.000 actions de valeur nominale de 10 DT chacune. Son objet principal consiste en la vente en détail des articles sanitaires, de quincaillerie et de céramique. Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun.

- **RTC** (Road Transport Company) : La société « RTC » est une société à responsabilité limitée créée le 17 Avril 1992 et ayant son siège à Menzel Hayett. Son capital social s'élève au 31 Décembre 2003 à 500.000 DT, divisé en 5.000 parts sociales de 100 DT chacune. Sa principale activité consiste dans le transport des marchandises pour le compte des tiers, en Tunisie et à l'Etranger. Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun.

b. Participations et organigramme du groupe :

Les participations de la société "SOMOCER" dans les entreprises associées et filiales se détaillent comme suit :

- La société 'SOMOCER' détient 30.000 parts sur les 30.150 parts sociales formant le capital de la société SOTEMAIL, soit 99,5%. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par la société SOMOCER ;
- La société ABC est placée sous influence notable de la société 'SOMOCER' détenant 60.000 parts sur les 130.000 parts sociales formant le capital, soit 46,15%;
- La société RTC est placée sous influence notable de la société 'SOMOCER' détenant 2.000 parts sur les 5.000 parts sociales formant le capital, soit 40%;

II - METHODES ET MODALITES DE CONSOLIDATION**a. Méthodes de consolidation**

La méthode de consolidation appliquée est déterminée en fonction du pourcentage des droits de vote, détenu par la société "SOMOCER", ainsi que de son pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles des sociétés « SOTEMAIL », « A.B.C. » et « R.T.C. ».

La méthode de consolidation retenue pour les sociétés SOTEMAIL est celle de l'intégration globale, eu égard au degré de contrôle (plus que la moitié des droits de vote) exercé par la société mère. Cette méthode consiste à :

- Homogénéiser les méthodes de comptabilisations et les règles de présentation.
- Combiner ligne à ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.

- Eliminer la valeur comptable de la participation de la mère dans chaque filiale et la quote-part de la mère dans les capitaux propres de chaque filiale.
- Identifier les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice et les soustraire du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère ;
- Identifier les intérêts minoritaires dans les capitaux propres des filiales consolidées et les présenter dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère ; et
- Eliminer les transactions intra-groupes et les profits latents en résultant. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe sont à éliminer à moins que le coût ne puisse être recouvré.

La méthode de consolidation retenue pour les sociétés « A.B.C. » et « R.T.C. » est la méthode de la mise en équivalence du fait que la société y exerce une influence notable. Selon cette méthode la participation est initialement enregistrée au coût et est ensuite ajustée pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part de l'investisseur dans les capitaux propres de l'entreprise détenue.

b. Date de clôture :

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels, soit le 31 décembre de chaque année.

c. Déclaration de conformité :

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises, et notamment :

- La NC 35 relative aux états financiers consolidés, et particulièrement les principes régissant les techniques, règles de présentation, et de divulgation spécifiques à l'établissement des états financiers consolidés ;
- La NC 36 relative aux participations dans les entreprises associées ;
- La NC 38 relative aux regroupements d'entreprises.

III-PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principales règles et méthodes appliquées par le Groupe SOMOCER sont présentées au niveau de la politique comptable du SOMOCER. Dans ce qui suit, une présentation sommaire des principes et règles les plus importants :

d. Principes de base

Les états financiers consolidés du Groupe SOMOCER sont préparés en conformité avec les normes comptables tunisiennes et y sont conformes. Ils sont préparés selon les conventions établies par le système comptable des entreprises.

e. Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition représente la différence, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du groupe dans la juste valeur de l'actif net identifiable acquis de la filiale ou de l'entreprise associée. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique «écarts d'acquisition» (rubrique distincte parmi les actifs non courants) et amortis sur leur durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées. S'ils sont négatifs, ils sont inscrits en déduction des actifs dans la même rubrique des écarts d'acquisition positifs et repris en résultat de la façon suivante :

- (a) Le montant de l'écart d'acquisition n'excédant pas les justes valeurs des actifs non monétaires acquis doit être comptabilisé en produits sur une base systémique sur la durée d'utilité moyenne pondérée restant à courir des actifs amortissables identifiables acquis ; et
- (b) Le montant de l'écart résiduel doit être comptabilisé immédiatement en produits sur une durée ne dépassant pas dix ans. Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

La valeur comptable de l'écart d'acquisition est revue annuellement et réduite en cas de dépréciation durable (Impairment) éventuelle.

Le gain ou la perte de cession d'une entité inclut le solde non amorti de l'écart d'acquisition relatif à l'entité cédée.

f. Placements

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur valeur de marché. La valeur de marché est calculée par référence aux cours de bourse de clôture à la date du bilan.

g. Immobilisations corporelles

L'amortissement des immobilisations corporelles du Groupe SOMOCER est déterminé selon le mode linéaire, sur la durée d'utilisation estimée comme suit :

- Terrains	non amortissable
- Constructions	amortissable sur 20 ou 10 ans à partir de la date de mise en service
- Inst. Tech. Mat. Out. Indust.	amortissable sur 10 ou 5 ans à partir de la date de mise en service
- Mat. De transport des biens	amortissable sur 5 ou à partir de la date de mise en service
- Autres immob. Corporelles	amortissable sur 10 ; 6,6 ou 5 ans à partir de la date de mise en service

Les gains et les pertes dégagés lors de la cession d'immobilisations corporelles entre les sociétés du Groupe sont éliminés, et ce afin de ramener les immobilisations cédées à leurs valeurs historiques, avant la cession intergroupe.

Les immobilisations corporelles acquises par voie de crédit bail sont comptabilisées en bilan à leur juste valeur en application de la convention la prééminence du fond sur la forme (cadre conceptuel de la comptabilité).

h. Subvention d'investissement

Les subventions reçues et liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles, sont classées en produits différés dans les dettes à long terme (compte de régularisation passif), au lieu d'être classées en tant que capitaux propres et sont rapportées au résultat linéairement sur la durée de vie estimée des actifs concernés.

Lors du retraitement des subventions d'investissements au niveau des états financiers consolidés, il convient de tenir compte du passif d'impôt différé s'y rattachant.

i. Stocks

Stocks de marchandises, matières premières et consommables.

Les stocks de matières premières, matières consommables et marchandises sont valorisés au prix moyen pondéré d'acquisition avec toutes les charges d'approvisionnement jusqu'au stockage inclus, qui est inférieure à la valeur réalisable nette du marché.

Stock de produit finis et semi-finis.

Les stocks de produits finis et semi-finis sont valorisés au coût de production moyen de l'année, qui est inférieure à la valeur réalisable nette du marché.

j. Créances d'exploitation

Les créances d'exploitation sont comptabilisées à leur valeur de réalisation nette anticipée. Une estimation est effectuée pour les créances douteuses sur la base d'une revue des montants dus en fin d'année. Les créances irrécouvrables sont sorties du bilan au cours de l'année pendant laquelle elles sont identifiées.

Les créances libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les pertes et les gains de change latents sont inscrits dans le résultat.

k. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés et qu'il est probable que la sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

Les droits des employés aux congés payés et aux congés basés sur l'ancienneté sont constatés au fur et à mesure que les droits sont accumulés par les employés. Une provision est constatée pour le passif estimé au titre des congés payés annuels et congés basés sur l'ancienneté résultants des services rendus par les employés jusqu'à la date du bilan.

l. Impôts différés

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs. Le taux d'impôt étant retenu est celui du droit commun, qui est actuellement de 35%.

Les principales différences temporelles sont liées à l'amortissement des immobilisations corporelles, à la réévaluation de certains actifs à long terme ainsi qu'aux pertes fiscales reportables. Les actifs d'impôts différés liés à des pertes reportables ou non utilisées

ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour absorber les pertes reportables.

L'annulation des provisions à caractère fiscal ne donne pas lieu à la constatation d'impôts différés car elles sont utilisées conformément à leur objet et sont donc définitivement exonérées d'impôt.

m. Constatation des produits

Les ventes sont constatées lors de la livraison des produits et après acceptation du client, le cas échéant, ou lorsque des services sont rendus, nettes des taxes sur les ventes et des rabais, et après élimination des ventes à l'intérieur du Groupe. Les ventes liées aux contrats à long terme sont comptabilisées selon la méthode à l'avancement.

IV. Notes sur le Bilan

IV.1 Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles nettes des amortissements totalisent au 31 décembre 2003 un montant de 339.247 DT contre 328.790 DT au 31 décembre 2002. Ces comptes se détaillent essentiellement comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
Logiciels	75 982	46 093
Fonds de commerce	298 000	298 000
Ecart d'acquisition (good-will)	512 488	-
Total des Immobilisations Incorporelles	886 470	344 093
Amort. des Immo. Incorporelles	-34 735	-15 303
Prov. Dépréc. de l'écart d'acquisition (good-will)	-512 488	-
Total des Amortissements des Immo. Incorp.	-547 223	-15 303
Total des immobilisations incorporelles nettes	339 247	328 790

IV.2 Immobilisations corporelles :

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 31 décembre 2003 à 29.083.555 DT contre 28.736.798 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
Terrains	980 934	970 934
Constructions	13 095 751	12 436 172
Install. techniques matériels et outillage	29 288 236	26 542 065
Matériel de transport	1 368 681	401 586
Installations générales agencements aménagements	4 188 485	3 562 375
Mobiliers Matériels de bureau	449 244	424 499
Aménagement terrains	-	497 422
Immobilisation en cours	-	284 460
Immobilisations à statut juridique particulier	-	23 000
Total	49 371 331	45 142 513
Amortissements immobilisations corporelles	-20 287 776	-16 405 715
Total	29 083 555	28 736 798

IV. 3 Immobilisations financières :

Les immobilisations financières nettes des provisions s'élèvent au 31 décembre 2003 à 707.278 DT contre 776.278 DT au 31 décembre 2002 et elles sont détaillées comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
B.T.S	10 000	10 000
AGROMED	200 000	200 000
SEDATS	7 500	7 500
MANAGEMENT +	75 000	75 000
SANIMED	100 000	100 000
AGRIMED	372 150	372 150
SOTIEX ALGER	3 038	3 038
Dépôt et cautionnement	0	8 590
Total	767 688	776 278
Provision	-75 000	-
Immobilisations financières nettes	707 278	776 278

IV.4. Autres actifs non courants :

Le solde des autres actifs courants s'élève à 3.988.466 au 31 décembre 2003 contre 6.986 458 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
Créances factoring à plus d'un an	3 793 876	6 385 876
Créances commerciales à plus d'un an	194 590	600 582
Total des Autres Actifs Non Courants	3 988 466	6 986 458

IV.5 Stocks :

Le solde net des stocks s'élève à 14.607.456 DT au 31 décembre 2003 contre 10.562.468 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
<i>Matières premières</i>	7 792 434	5 513 899
<i>Consommables & pièces de rechange</i>	1 036 750	1 611 032
<i>Produits finis</i>	5 778 272	3 437 537
Total des Stocks	14 607 456	10 562 468
<i>Provisions pour dépréciation des stocks</i>	-	-
Total des Provisions sur Stocks	-	-
Total des stocks nets des provisions	14 607 456	10 562 468

IV.6 Clients et comptes rattachés :

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2003 à 27.933.920 DT contre 19.573.784 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
<i>Clients ordinaires</i>	21 077 770	19 202 284
<i>Clients effets à recevoir</i>	6 875 328	367 820
<i>Clients douteux ou litigieux</i>	976 087	345 612
<i>Clients ordinaires</i>	21 077 770	19 202 284
Total des Clients	28 929 185	19 915 716
<i>Provisions pour dépréciation des créances</i>	-995 265	-341 932
Total des Provisions sur Clients	-995 265	-341 932
Total des clients et comptes rattachés nets des provisions	27 933 920	19 573 784

IV.7 Autres actifs courants :

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 31 décembre 2003 à 4.482.361DT contre 6.238.405 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
<i>Personnel prêts et avances</i>	260 042	301 918
<i>Etat impôts et taxes</i>	718 497	220 033
<i>Associés compte courant</i>	-	38 600
<i>Débiteurs divers</i>	639 225	1 389 071
<i>Comptes de régularisation</i>	2 601 138	2 382 470
<i>Créances factoring</i>	584 230	529 571
<i>Titres de placements</i>	1 074	1 500 534
<i>Personnel prêts et avances</i>	260 042	301 918
<i>Etat impôts et taxes</i>	718 497	220 033
<i>Associés compte courant</i>	-	38 600
<i>Débiteurs divers</i>	639 225	1 389 071
Total des Autres Actifs Courants	4 804 207	6 362 197
<i>Provisions pour dépréciation</i>	-321 846	-123 792
Total des Provisions pour dépréciation	-321 846	-123 792
Total des autres actifs courants nets des provisions	4 482 361	6 238 405

IV.8 Liquidités et équivalents de liquidités :

Le solde des liquidités et équivalents de liquidités s'élève au 31 décembre 2003 à 111.619 DT contre 97.108 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
Banques	962	51
Caisses	110 657	97 057
Total des Liquidités	111 619	97 108

IV.9 Capitaux propres :

Le solde des capitaux propres s'élève au 31 décembre 2003 à 27.165.950 DT contre 28.454.824 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
Capital social	16 000 000	14 000 000
Réserves légales	574 059	338 826
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645
Primes d'émission	3 750 609	3 750 608
Primes de fusion	2 965 154	2 965 154
Total des Réserves	8 371 467	8 136 233
Résultats reportés	457 705	68 281
Total des Résultats reportés	457 705	68 281
Réserves consolidées	-106 722	1 973 393
Intérêts minoritaires	15 315	10 000
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice	24 737 764	24 187 907
Résultat consolidé	2 747 517	4 803 587
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-319 491	- 536 985
Part des minoritaires dans le résultat	160	315
Total des capitaux propres consolidés	27 165 950	28 454 824

IV.10. Emprunts :

Le solde des emprunts à long terme s'est élevé au 31 décembre 2003 à 10.181.961 DT contre un solde au 31 décembre 2002 de 11.224.888 DT. Le détail des emprunts à long terme se présente comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
Emprunt UTB	1 286 036	1 432 560
Emprunt BEI L9	846 000	1 128 010
Emprunt BTEI L1	-	62 500
Emprunt BTEI L2	364 600	607 400
Emprunt BTEI L3	400 600	533 800
Emprunt BTEI L4	800 000	1 000 000
Emprunt BTKD	714 287	1 000 001
Emprunt CFCT	-	146 100
Emprunt CFCT 600	450 000	510 000
Emprunt BTKD 1100	880 000	905 635
Emprunt STB 800	600 000	680 000
Emprunt BNA 600	480 000	540 000
Emprunt UIB 209	104 400	139 200
Emprunt UIB 210	129 232	161 540
Emprunt à plus d'1 an la Baignoire	99 420	278 142
Emprunt STB 2100	1 995 000	2 100 000
Emprunt UIB 1000	1 000 000	-
Emprunt leasing	32386	-
Emprunt UTB	1 286 036	1 432 560
Total	10 181 961	11 224 888

IV.11 Autres passifs non courants :

Le solde des autres passifs non courants s'élève à 1.323.374 DT au 31 décembre 2003 contre un solde au 31 décembre 2002 de 400.000 DT et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
<i>Subvention d'investissement</i>	1123374	-
<i>Etat impôts et taxes - plus value de fusion (*)</i>	200 000	300 000
<i>Provision pour risques et charges</i>	-	100 000
Total des Autres Passifs Non Courants	1 323 374	400 000

(*) Ce poste se rapporte au passif d'impôt découlant de la plus value sur fusion avec la baignoire dont 50% est soumise à l'impôt sur les sociétés à raison de 1/5 par année. En effet lors de la fusion le passif éventuel d'impôt a été comptabilisé en tant que passif non courant. Ce passif est repris, à raison de 100 mDT chaque année, en diminution de la charge d'impôt du fait qu'à l'origine le passif fiscal éventuel a été diminué de la valeur d'apport et donc non pris en charge par la SOMOCER. .

IV.12 Fournisseurs et comptes rattachés :

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2003 à 10.742.498 DT contre 13.298.218 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>	7619519	10 141 967
<i>Fournisseurs d'exploitation effet à payer</i>	2 791 868	2 340 198
<i>Fournisseurs d'immobilisation</i>	210 706	671 939
<i>Fournisseurs d'immobilisation effets à payer</i>	120 405	144 114
Total	10 742 498	13 298 218

IV.13 Autres passifs courants :

Le solde des autres passifs courants s'élève au 31 décembre 2003 à 4.046.614 DT contre 4.607.558 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
<i>Personnel</i>	157 583	159797
<i>Etat impôts et taxes</i>	244 785	941 263
<i>Actionnaires compte courant</i>	2290430	1796380
<i>Autres créditeurs divers</i>	202 906	555 591
<i>Comptes de régularisation</i>	1150910	1154527
<i>Personnel</i>	157 583	159797
<i>Etat impôts et taxes</i>	244 785	941 263
<i>Actionnaires compte courant</i>	2290430	1796380
<i>Autres créditeurs divers</i>	202 906	555 591
Total des Autres Passifs Courants	4 046 614	4 607 558

IV.14 Autres passifs financiers :

Le solde des autres passifs financiers s'élève au 31 décembre 2003 à 22.508.386 DT contre 9.454.050 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
<i>Emprunt à moins d'un an</i>	4 380 161	2 564 415
<i>Intérêts courus</i>	4 100 000	3 100 000
<i>Intérêts échus et non payés</i>	4 100 000	3 100 000
<i>Préfinancement export</i>	2 658 000	0
<i>Préfinancement stock</i>	780 010	689 635
<i>Billet de trésorerie</i>	6 490 215	0
<i>Mobilisation de créances nées à l'étranger</i>	4 380 161	2 564 415
<i>Autres passifs financiers</i>	4 100 000	3 100 000
Total	22 508 386	9 454 050

IV.15 Concours bancaires :

Le solde des comptes de concours bancaires et autres passifs financiers s'élève au 31 décembre 2003 à 5.568.937 DT contre 6.149.409 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
Découverts bancaires	5 568 937	6 149 409
Total des Concours bancaires	5 568 937	6 149 409

V. Notes sur l'état de Résultat :**V.1 Revenus :**

Les revenus retraités pour les besoins de consolidation se sont élevés au 31 décembre 2003 à 44.197.375 DT contre 48.826.684 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
Vente de produits finis	44 197 375	48 826 684
Total	44 197 375	48 826 684

V.2 Autres produits d'exploitation :

Les autres produits d'exploitation correspondant à la subvention d'exploitation CEPEX se sont élevés au 31 décembre 2003 à 422.748 DT contre 715.618 DT au 31 décembre 2002.

V.3 Variation des stocks des produits finis et encours:

Les stocks de produits finis ont connu une variation positive de 2.340.735 DT au 31 décembre 2003 contre une variation positive de 276.936 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
Variation des stocks de PF	2 340 735	276 936
Total des Variation des stocks des produits finis & encours	2 340 735	276 936

V.4 Achats d'approvisionnement consommés :

Les achats d'approvisionnement consommés se sont élevés à 26.215.245 DT au 31 décembre 2003 contre 27.169.428 DT au 31 décembre 2002 et se détaille comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
Achats matières premières	21 112 964	20 404 028
Variation des stocks	-1 704 253	378 374
Achats matières consommables	6 806 534	6 387 026
Total des Achats d'approvisionnements consommés	26 215 245	27 169 428

V.5 Charges de personnel :

Les charges de personnel se sont élevées au 31 décembre 2003 à 3.943.804 DT contre 3.600.341 DT au 31 décembre 2002 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
Appointement et salaires	3 317 184	3 073 414
Charges sociales	626 620	526 927
Total	3 943 804	3 600 341

V.6 Dotations aux amortissements :

Les dotations aux amortissements se sont élevées au 31 décembre 2003 à 3.942.873 DT contre 3.698.451 DT au 31 décembre 2002 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
Dotation aux Amort. des Imm. Corp. & Incorp .	3 942 873	3 698 451
Total des Dotations aux amortissements	3 942 873	3 698 451

V.7 Dotations aux provisions :

Les dotations aux provisions se sont élevées à 1.240.821 DT au 31 décembre 2003 contre un solde nul au 31 décembre 2002 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
<i>Dotations aux provisions</i>	728 333	-
<i>Dotation aux provisions GW</i>	512 488	-
Total des Dotations aux provisions	1 240 821	-

V.8 Autres charges d'exploitation :

Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 7.533.656 DT au 31 décembre 2003 contre 7. 863. 868 DT au 31 décembre 2002 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
<i>Loyer et charges locatives</i>	92 575	429 978
<i>Assurances</i>	127 245	120 679
<i>Entretiens et réparations</i>	444 874	421 207
<i>Etudes et recherches</i>	-	93 397
<i>Autres services extérieurs</i>	209368	404 050
<i>Rémunération intermédiaires et honoraires</i>	1 265 104	233 262
<i>Publicité et propagande</i>	346 900	392 328
<i>Transport sur achats</i>	120 194	341 718
<i>Transport sur ventes export</i>	2955462	3266925
<i>Transports et déplacements</i>	574 078	754 288
<i>Frais de P. T. T.</i>	-	108 612
<i>Services bancaires</i>	459 889	577 858
<i>Impôts et taxes</i>	168 658	170 982
<i>Jetons de présence</i>	36 000	-
<i>Commissions sur ventes</i>	733 309	548 584
Total	7 533 656	7 863 868

V.9 Charges financières nettes :

Les charges financières nettes se sont élevées à 4.035.880 DT au 31 décembre 2003 contre 3.486.601 DT au 31 décembre 2002 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
Charges financières	4 035 880	3 486 601
Total	4 035 880	3 486 601

V.10 Autres gains ordinaires :

Les autres gains ordinaires se sont élevés au 31 décembre 2003 à 2.062.853 DT contre 1.662.787 DT au 31 décembre 2002 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
<i>Gains ordinaires</i>	1 633 693	1 315 804
<i>Quote-parts subvention inscrites au résultat</i>	323 275	299 718
<i>Reprise sur provisions</i>	100 000	29 924
<i>Transfert de charges</i>	5 885	17 341
Total des Autres gains ordinaires	2 062 853	1 662 787

V.11 Autres pertes ordinaires :

Les autres pertes ordinaires se sont élevées à 744.584 DT au 31 décembre 2003 contre 567.242 DT au 31 décembre 2002 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
<i>Autres pertes ordinaires</i>	708 584	567 242
Total des Autres pertes ordinaires	708 584	567 242

V.12 Impôts sur les bénéfiques :

Les impôts sur les bénéfiques totalisent un montant de <641.882> DT au 31 décembre 2003 contre 420.063 DT au 31 décembre 2002 et se détaillent comme suit :

	<u>Déc. 2003</u>	<u>Déc. 2002</u>
<i>Impôt exigible</i>	-98 000	404 220
<i>Impôt différé</i>	-543 882	15 843
Total des Impôts sur les sociétés	-641 882	420 063

VII. Informations sur les parties liées :**VII.1 Ventes –clients :**

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2003 avec la société Etablissements Abdennadher s'élève à 235.426 DT

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2003 avec la société Evolution Economique s'élève à 135.908 DT

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2003 avec la société SOTEX s'élève à 3.339.517 DT.

Il est à signaler que la SOMOCER a signé au début de l'année 2003 des conventions avec les sociétés du groupe dont les principaux objets consistent en:

- o Des échéanciers pour le règlement des soldes arrêtés au 31 décembre 2002 ; et
- o Un délai de 210 jours date facturation pour le règlement des ventes réalisées à partir du 1er janvier 2003.

Il convient de noter qu'aucune politique de fixation de prix n'est définie au préalable entre la SOMOCER et les sociétés du groupe.

VII.2 Achats - fournisseurs :

Les achats réalisés par la société SOMOCER au cours de l'année 2003 avec la société Evolution Economique s'élèvent à 28.831 DT.

La SOMOCER a acquis auprès de la société Ets Abdennadher un ensemble de matériel roulant pour une valeur totale de 342.000 DT. La dette constatée à l'égard des Ets Abdennadher a été déduite des créances clients d'exploitation, et ce par le biais d'un protocole d'accord conclu entre les deux parties.

VII.3 Autres transactions avec les parties liées :

- La société SOMOCER a bénéficié au cours de l'exercice 2003 des prestations de la Société MAC SA ; le montant de ces prestations s'est élevé à 26.700 DT.

- La société SOMOCER a bénéficié au cours de l'exercice 2003 des prestations de la Société LA FAENZA ; le montant de ces prestations s'est élevé à 5% du chiffre d'affaire produit des produits nécessitant le savoir faire de LA FAENZA, soit un montant de 77.890 DT.

Rapport Général**Messieurs les actionnaires du groupe de la Société Moderne de Céramique «Groupe SOMOCER»**

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du groupe de la **Société Moderne de Céramique «Groupe SOMOCER»**, comprenant le bilan au 31 décembre 2003, ainsi que l'état de résultat, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes aux états financiers. Ces états financiers consolidés font ressortir des capitaux propres consolidés positifs de 27.165.950 DT, y compris le résultat bénéficiaire consolidé de l'exercice qui s'élève à 2.428.186 DT.

I. Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers consolidés

Les organes de gestion sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés, conformément aux normes comptables tunisiennes. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

II. Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation de l'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous devons formuler la réserve suivante :

Les données comparatives au 31 décembre 2002 n'ont pas été auditées.

III. **Opinion**

A notre avis, sous réserve du point ci-dessus exposé, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du groupe de la Société Moderne de Céramique « **Groupe SOMOCER** » au 31 décembre 2003, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

IV. **Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception du fait exposé ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance, avec les états financiers consolidés, des informations fournies dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Tunis, le 19 Mai 2009

**MTBF membre de
PRICE WATER HOUSE
COOPERS**

Ahmed Belaifa